

KANOUN

Revue mensuelle



Association démocratique pour des réfugiés
Iranien



Troisième années Nr.5 Mai 2008



Madjid Moshayedi

**Le Régime
Islamique d'Iran
croit tenir
l'Europe par le
gaz**

Selon une analyse publiée par le site energytribune.com d'ici 2030, la dépendance de l'Europe au gaz naturel d'origine étrangère passera de 50% actuellement à plus de 85% ! Cette information a été joyeusement reprise à Téhéran qui y voit la promesse d'un changement d'attitude des européens à son égard ! Actuellement, c'est la Russie qui profite de cette dépendance.

Mais les mollahs ne se font pas de souci car les russes maintiennent une sorte d'exclusivité sur les marchés européens grâce à une

Page 2



Droits de l'homme: en Iran

Le Parlement européen a adopté trois résolutions sur les droits de l'homme à la fin de cette session plénière de Strasbourg. Dans ces résolutions, les députés mettent en évidence les questions des droits des femmes et du nombre d'exécutions en Iran.

Iran: droits des femmes et exécutions toujours préoccupantes

Dans une résolution sur l'Iran, le Parlement déplore la détérioration de la situation des droits de l'homme dans le pays, notamment la forte augmentation du nombre d'exécutions mais se félicite de la libération d'une militante des droits des femmes et d'une autre Iranienne condamnée à mort pour adultère. La résolution mentionne le rôle du Guide suprême et du Chef du pouvoir judiciaire dans ces décisions. Le Parlement iranien est invité à maintenir la dynamique de réforme du code pénal.

Dans une résolution sur l'Iran, le Parlement déplore la détérioration de la situation des droits de l'homme dans le pays, notamment la forte augmentation du nombre d'exécutions mais se félicite de la libération d'une militante des droits des femmes et d'une autre Iranienne condamnée à mort pour adultère.

Page 3



**Pour Ahmadinejad,
le 11-septembre était
un "prétexte" pour
des invasions US**

Page 4



**La Suisse renforce
ses sanctions contre
des entreprises
iraniennes**

Page 5



**Pendaison de cinq
Iranien**

Page 6

**Des étudiants
iraniens manifestent
contre la détention
de trois des leurs**

Page 7

**Trois leaders
étudiants iraniens
condamnés à
Téhéran**

Page 7

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Madjid Moshayedi

Le Régime Islamique d'Iran croit tenir l'Europe par le gaz

Selon une analyse publiée par le site energytribune.com, d'ici 2030, la dépendance de l'Europe au gaz naturel d'origine étrangère passera de 50% actuellement à plus de 85% ! Cette information a été joyeusement reprise à Téhéran qui y voit la promesse d'un changement d'attitude des européens à son égard !

Actuellement, c'est la Russie qui profite de cette dépendance. Mais les mollahs ne se font pas de souci car les russes maintiennent une sorte d'exclusivité sur les marchés européens grâce à une alliance implicite avec l'Iran qui prive les européens d'un droit de faire passer des pipelines par la Mer Caspienne. Il suffirait aux mollahs de changer d'alliance pour remplacer la Russie, aussi bien en tant que principal fournisseur de l'Europe que comme couloir d'accès terrestre vers l'Asie Centrale.

Entre autres, les russes se montrent très nationalistes à l'égard de leur gaz et créent d'innombrables problèmes aux européens qui souhaitent exploiter directement le gaz russe : il n'existe rien de tel chez les mollahs qui vendent leur pétrole ou gaz à des prix sacrifiés sans faire preuve de susceptibilité nationaliste.

Les mollahs sont donc optimistes : une toujours plus grande dépendance des européens au gaz ainsi que les points forts de leur politique énergétique finiront (théoriquement) par jouer en leur faveur. Cependant, avant de changer d'alliance, les mollahs doivent s'assurer que les européens cesseront de s'opposer à leur droit à l'enrichissement de l'uranium. Malheureusement, théoriquement c'est une option risquée : une telle dérogation sonnerait le glas du TNP, ouvrirait un ère de prolifération sauvage et pourrait même remettre en cause la configuration du Conseil de Sécurité aux dépens de l'Europe.

Le régime des mollahs vient de passer un incroyable accord avec la compagnie gazière

italienne **Edison** à l'issue duquel, cette compagnie s'est adjugée **147 milliards de mètres cubes de gaz pour un** tarif ridicule et presque nul. De prime abord, l'affaire paraît déraisonnable et louche, mais les mollahs ont à y gagner plus que l'on ne le croit.

En fait, en moins d'un an, Edison pourra produire 47 milliards de mètres cubes (Gm3) de gaz en Iran. Mais là ne s'arrête pas l'aventure. Comme l'a dit Paolo Scaroni, le patron d'ENI (champion de la collaboration pétrolière avec les mollahs), l'Iran est l'Eldorado du marché mondial du gaz !

Il convient donc d'ajouter les 47 Gm3 de gaz du gisement d'Edison **aux 21 Gm3 de gaz** des phases 4 et 5 du gisement Pars Sud actuellement produits par ENI et aux 8 Gm3 produits par Total sur les phases 2 et 3 du même gisement. À la lumière de ces additions, on peut affirmer qu'**avec 76 Gm3 de gaz, l'Iran est en train de devenir l'un des principaux fournisseurs de gaz de l'Europe** et ce n'est qu'un début.

Actuellement **l'Europe consomme environ 502 Gm3 de gaz par an et l'Iran en fournit près de 15%, mais ce gaz n'est pas vendu par les mollahs** ; il est pré-vendu (en contrat Buy-back) à des compagnies européennes opérant en Iran : Total, Shell, Eni, Edison... Si les différents projets de développement du gisement Pars sud (South Pars) d'une capacité globale de 7,785 à 14,000 Gm3 de gaz démarraient avec l'aide de ces compagnies, le volume de gaz iranien destiné à l'Europe doublerait (ou triplerait) du jour au lendemain. C'est une révolution qui serait synonyme d'un soutien incontournable de l'UE au régime des mollahs.

Cependant, bien que volontaires, les Européens ne peuvent ouvertement soutenir Téhéran et contrer les sanction bancaires américaines. De ce fait, Téhéran aura encore besoin de Moscou ou Pékin qui ont sans doute compris le danger pour eux que les mollahs cessent d'être leurs alliés anti-américains. Quant aux américains, ils agitent la menace iranienne, pour contrer **l'opération « gaz gratuit contre soutien européen »**.



L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Droits de l'homme: en Iran

Le Parlement européen a adopté trois résolutions sur les droits de l'homme à la fin de cette session plénière de Strasbourg. Dans ces résolutions, les députés demandent au Zimbabwe de publier immédiatement les résultats des élections, mettent en évidence les questions des droits des femmes et du nombre d'exécutions en Iran et enfin, appellent au dialogue entre le gouvernement et les groupes rebelles au Tchad.

Iran: droits des femmes et exécutions toujours préoccupantes

Dans une résolution sur l'Iran, le Parlement déplore la détérioration de la situation des droits de l'homme dans le pays, notamment la forte augmentation du nombre d'exécutions mais se félicite de la libération d'une militante des droits des femmes et d'une autre Iranienne condamnée à mort pour adultère. La résolution mentionne le rôle du Guide suprême et du Chef du pouvoir judiciaire dans ces décisions. Le Parlement iranien est invité à maintenir la dynamique de réforme du code pénal.

Les députés se félicitent de la libération de Khadijeh Moghaddam, une influente militante de l'écologie et des droits de la femme - mais contre une caution de 1 milliard de rials soit de 50 000 euros - et de celle de Mokarrameh Ebrahimi, condamnée à mort pour avoir eu une relation extraconjugale. Ils prennent acte du rôle du Chef suprême et du Chef du pouvoir judiciaire dans ces affaires et dans d'autres cas.

Liberté d'expression et droits des femmes

Toutefois, la résolution condamne la répression menée contre les mouvements de la société civile en Iran, y compris les défenseurs des droits des femmes, à l'instar de ceux qui participent à la campagne "Un million de signatures". Les autorités iraniennes "sont instamment invitées à mettre un terme au harcèlement, à l'intimidation et à la persécution de ceux qui exercent pacifiquement leurs droits à la liberté d'expression, d'association et de rassemblement et à relâcher immédiatement et

sans condition tous les prisonniers d'opinion". Le parlement et le gouvernement iraniens sont invités à amender la législation discriminatoire iranienne qui, entre autres choses, exclut les femmes de la plupart des plus hauts postes de l'État et de la nomination à la fonction de juge, ne leur reconnaît pas l'égalité des droits dans le mariage, le divorce, la garde des enfants et l'héritage, et décide que toutes les preuves qu'elles avancent devant un tribunal pèsent moitié moins que celles apportées par un homme.

Peine de mort : l'Iran exécute plus d'enfants que n'importe quel autre pays dans le monde

En outre, le PE "réitère sa ferme condamnation de la peine de mort en général, demande un moratoire immédiat sur les exécutions en Iran et est horrifié par le fait que ce pays continue à avoir le nombre le plus élevé d'exécutions d'enfants délinquants dans le monde et que le moratoire sur la lapidation n'est pas totalement mis en œuvre".

Les directives récemment publiées par le chef du pouvoir judiciaire, M. Shahroudi, relatives à l'interdiction des exécutions publiques sans autorisation préalable et aux détentions de longue durée sans motif; représentent une lueur d'espoir.

Les députés appellent les membres du Majlis nouvellement élus à adopter rapidement la réforme attendue du code pénal iranien, dans le but, notamment, d'abolir la lapidation et les exécutions de délinquants mineurs ainsi que d'avancer sur la voie d'un moratoire sur la peine de mort.

L'action de l'Union européenne

Enfin, le Parlement invite le Conseil et la Commission à suivre attentivement l'évolution de la situation des droits de l'homme en Iran, à évoquer des cas concrets de violation des droits de l'homme en Iran avec les autorités et à présenter au Parlement, au cours du deuxième semestre 2008, un rapport complet sur la question, comportant des propositions de projets qui pourraient être financés dans le cadre de l'Instrument européen pour la démocratie et les droits de l'homme.



Pour Ahmadinejad, le 11-septembre était un "prétexte" pour des invasions US

AFP, Téhéran, 8 avril - Le président ultraconservateur iranien Mahmoud Ahmadinejad a accusé mardi les Etats-Unis d'avoir utilisé les attentats du 11-Septembre comme un "prétexte" pour leurs interventions en Afghanistan et en Irak, et a mis en doute le caractère terroriste de ces attaques. "Sous prétexte de cet incident, le plus lourd déplacement de troupes a été organisé vers notre région et le pauvre Afghanistan a été attaqué et des dizaines de milliers de personnes ont été tuées jusque-là", a-t-il dit dans un discours transmis en direct à la télévision.



"Le pauvre Irak a été attaqué et selon les rapports officiels plus d'un million d'Irakiens, des jeunes, des enfants et des vieux, ont été tués", a ajouté M. Ahmadinejad pour qui seul le départ des troupes américaines peut contribuer à diminuer les violences dans ce pays.

Le 11 septembre 2001, quatre avions détournés par des membres du réseau Al-Qaïda ont fait 2.979 morts au total. Deux appareils avaient percuté le World Trade Center à New York, un troisième s'était écrasé en Pennsylvanie après une lutte entre les passagers et les pirates de l'air, le quatrième avait été projeté sur le Pentagone à Washington.

Le président iranien, élu en juin 2005, est coutumier de déclarations provocatrices, le plus souvent adressées envers Israël, ennemi juré de l'Iran. Il a ainsi mis en doute la réalité de l'holocauste et appelé à "rayer Israël de la carte", provoquant une vague d'indignation dans nombreux pays.

"Comment est-il possible que sous le contrôle des radars les plus perfectionnés et des réseaux de renseignements les avions puissent se déplacer sans coordination avec ces réseaux et heurtent les tours?", a demandé le président, mettant en doute le caractère terroriste de l'attentat de New York. Il a aussi mis en doute le bilan de ces attaques, déclarant: "On a dit que 3.000 personnes ont été tuées. On est tous devenu tristes, même si les noms des 3.000 personnes n'ont jamais été publiés".

Les noms des 2.750 victimes dans les attentats contre les deux tours ont été lus lors d'une cérémonie de commémoration le 11 septembre dernier à New York.

M. Ahmadinejad s'exprimait devant un parterre de responsables iraniens et d'ambassadeurs étrangers conviés à Téhéran à la célébration de la "Journée nationale de la technologie nucléaire", alors que les grandes puissances exigent de l'Iran une suspension de son programme nucléaire controversé.

Le président iranien avait promis des annonces majeures dans ce domaine, mais n'a mentionné que les essais d'un nouveau type de centrifugeuses pour l'enrichissement d'uranium, déjà rapporté dans un récent rapport de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Le président réformateur iranien de l'époque, Mohammad Khatami, avait fermement condamné les attentats du 11-Septembre. La nouvelle des attaques avait alors entraîné un certain nombre d'Iraniens dans la capitale à se rendre spontanément sur une grande place pour y allumer des bougies.

L'Iran ne s'était pas opposé à l'attaque américaine contre le régime des talibans en Afghanistan. Il avait même à cette occasion eu de rares contacts avec les Etats-Unis après la chute de ce régime.

Washington accuse Téhéran d'être responsable d'une bonne part des violences en Irak en y soutenant des groupes extrémistes. Le plus haut gradé américain en Irak, le général David Petraeus, a ainsi accusé l'Iran de jouer un "rôle destructeur" en Irak. Washington et Téhéran n'entretiennent plus de relations diplomatiques depuis la prise en otages de diplomates américains après la révolution islamique de 1979.

Le président iranien a aussi accusé les Etats-Unis et les grandes puissances de créer des conflits dans le monde pour leurs propres intérêts.

"En Afrique, pour piller les ressources, ils créent un conflit entre les tribus et tuent plus de 800.000 personnes", a-t-il dit, sans autres précisions sur la nature de ce conflit.



La Suisse renforce ses sanctions contre des entreprises iraniennes

AFP, GENÈVE, 23 avril 2008 - La Suisse a décidé mercredi d'allonger la liste des entreprises iraniennes et des particuliers dont les avoirs sont gelés, conformément à une récente résolution de l'ONU, a annoncé le Conseil fédéral (gouvernement).



Les mesures de coercition additionnelles contre l'Iran comprennent "le gel des avoirs et valeurs patrimoniales de douze autres entreprises iraniennes et treize particuliers", a indiqué le département fédéral de l'économie dans un communiqué.

L'entrée en Suisse et le transit par le pays sont en outre interdits à cinq Iraniens.

S'appuyant sur la résolution 1803 du 3 mars du Conseil de sécurité de l'ONU, la Suisse a également décidé l'interdiction de livrer des biens à double usage relevant du nucléaire, comme certaines machines-outils. De même, l'interdiction d'exportation de certains drones et missiles de croisière a été prononcée par le Conseil fédéral.

Jusqu'ici, la Suisse appliquait le gel des avoirs et des ressources économiques à 23 entreprises iraniennes et à 27 particuliers, en plus de l'interdiction de livrer certains biens et des prestations dans le domaine de la technologie nucléaire. □

Le Japon gèle des avoirs iraniens désignés par l'ONU

AFP, Tokyo, 22 avril - Le Japon a annoncé mardi le gel d'avoirs iraniens liés, selon l'ONU, aux programmes nucléaire et balistique de la République islamique.



Le Japon a gelé les avoirs sur son sol de 12 entités et 13 individus accusés de liens avec "les activités nucléaires sensibles de l'Iran et la prolifération", selon un communiqué du ministère des Affaires étrangères. Il s'agit de la mise en application des nouvelles sanctions économiques et commerciales votées en mars contre l'Iran par le Conseil de Sécurité de l'ONU, qui a ordonné à Téhéran de suspendre ses activités d'enrichissement d'uranium et de retraitement. Le Japon avait déjà gelé les avoirs de 23 entités et 27 individus iraniens en vertu des sanctions votées précédemment par l'ONU.

L'Iran est soupçonné de poursuivre un programme nucléaire militaire secret sous couvert de production d'électricité, ce qu'elle dément fermement. □

Kouchner préconise davantage de sanctions contre l'Iran

Lors d'un déplacement récent en Pologne, Bernard Kouchner, chef de la diplomatie française, a déclaré dans une interview à la presse polonaise que le dialogue que la France souhaite maintenir avec l'Iran, ne donnant pas de résultat, il fallait forcer sur les sanctions.



Interrogé le 19 avril par le quotidien polonais « GAZETA WYBORCZA » sur la teneur de la politique française au Proche-Orient, il a répondu : « La politique se compose de dialogue et de fermeté. Il faut poursuivre le dialogue avec l'Iran, mais si cela ne donne pas de résultats, il faut également recourir aux sanctions. Pour l'instant, le dialogue avec l'Iran marche mal, bien que l'ONU ait déjà adopté trois résolutions, soutenues aussi par la Russie et la Chine. En réponse, l'Iran a annoncé qu'il voulait poursuivre le processus d'enrichissement de l'uranium. C'est pourquoi la communauté internationale met en œuvre des pressions croissantes. » □

L'Iran aussi dangereux qu'Al-Qaida pour la sécurité américaine, selon George Bush

Le Monde, 11 avril - président George Bush a utilisé, jeudi 10 avril, des mots particulièrement violents à l'encontre de l'Iran, le plaçant au côté d'Al-Qaida parmi les plus grandes menaces du siècle pour les Etats-Unis. Il a accompagné cette affirmation d'une vigoureuse mise en garde signifiant clairement qu'il n'hésiterait pas à recourir à la force s'il le jugeait nécessaire. M. Bush rappelle que sa détermination à contrer la République islamique est intacte à moins de dix mois de la fin de sa présidence, en particulier quand il s'agit de l'Irak, où se joue la postérité de sa présidence. "L'Irak est le point de convergence de deux des plus grandes menaces pour l'Amérique dans ce nouveau siècle : Al-Qaida et l'Iran", a dit M. Bush dans une déclaration appelée à faire date dans la guerre en Irak. □

L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Un prisonnier pendu dans le nord de l'Iran

Le régime de l'Iran a pendu un homme mardi 15 avril à Gonbad Kavous dans le nord du pays, selon le site officiel Irib. Le prisonnier, identifié comme Abdollah A., a été pendu dans la prison de la ville. Amnesty International a dit lundi dans son rapport annuel que le régime iranien avait exécuté au moins 317 personnes pendant l'année 2007. Beaucoup d'exécutions ont été effectuées en public.

Selon les chiffres annuels d'Amnesty International, au moins 1.252 personnes ont été exécutées dans 24 pays du monde. Plus d'un quart de toutes les exécutions connues dans le monde sont le fait du régime en Iran.

L'Iran sous le régime des mollahs est un des trois pays au monde qui exécute les enfants de moins de 18 ans.



Rapport annuel Amnesty International

Amnesty International a dit mardi dans son rapport annuel sur la peine de mort dans le monde qu'en Iran au moins 317 personnes avaient été exécutées en 2007.

Selon les chiffres d'Amnesty International, la statistique, au moins 1 252 personnes ont été exécutées dans 24 pays. Plus d'un quart des exécutions connues dans le monde ont été effectuées par le régime en Iran.

L'Iran sous le régime des mollahs est un des trois pays à avoir exécuté des enfants de moins de 18 ans, violant le droit international.

Selon le rapport d'Amnesty, le plus jeune exécuté au monde était un enfant de 13 ans, mis à mort par le régime des mollahs en avril 2007.



Pendaison de cinq Iraniens

Cinq Iraniens reconnus coupables de meurtre ont été pendus mercredi le 23 Avril dans la prison d'Evine



dans le nord de Téhéran, a rapporté l'agence Fars. Les condamnés, identifiés par leur prénom, Hamid, Esfandiar, Mohammad, Mohammad et Ahmad, avaient tué différentes personnes, selon Fars.

Ces pendaisons portent à au moins 70 le nombre d'exécutions en Iran depuis le début de l'année, selon un décompte de l'AFP établi à partir d'informations de presse.

Les autorités ont lancé l'an dernier une campagne pour améliorer "la sécurité de la société", qui s'est traduite entre autres par une forte augmentation du nombre de peines capitales.

Au total, 317 personnes ont été exécutées en 2007, contre 177 en 2006, selon Amnesty international. Le meurtre, le viol, l'attaque à main armée, le trafic de drogue ou encore l'adultère sont passibles de la peine de mort en République islamique.



Le taux d'inflation de l'Iran augmente dix fois plus rapidement que la croissance nationale

Le taux d'inflation officiel de l'Iran augmente dix fois plus rapidement que le taux de croissance nationale.

Le gouvernement iranien annonce que le taux d'inflation de l'année civile persane qui s'est terminée le 19 mars, se situe au-dessus du seuil de 18 %. La plupart des analystes économiques qui suivent l'état agité de l'économie iranienne place le niveau réel bien au-dessus des 20 %.

Cependant, même en utilisant le chiffre officiellement annoncé, les antécédents économiques du gouvernement sont lamentables, compte tenu que l'Etat a généré 75 milliards de dollars de revenus, en majeure partie provenant de ses vastes ressources en pétrole et en gaz.

Les chiffres officiels montrent que le taux d'inflation de l'année qui vient de se finir a augmenté de plus de 5% par rapport aux 13,6 % au cours de l'année précédente. C'est pourquoi que le taux de croissance national est passé de 6.2 % à 6.7 % - un saut de 0,5%.



L'Iran n'est pas un Etat de droit!

Des étudiants iraniens manifestent contre la détention de trois de leurs

AFP, Téhéran, 22 avril - Des étudiants iraniens de l'Université Amir Kabir à Téhéran ont manifesté mardi contre la détention de trois de leurs collègues récemment condamnés à la prison, a rapporté l'agence Fars. Les étudiants, dont le nombre n'a pas été précisé, ont protesté contre les peines de 22 à 30 mois de prison ferme infligées récemment à Ehsan Mansouri, Majid Tavakoli et Ahmad Ghassaban, pour insultes contre l'Islam.

Les manifestants ont brandi des panneaux demandant leur libération, et d'autres où était écrit "mort au dictateur", dans une référence au président ultraconservateur Mahmoud Ahmadinejad.

Ils ont aussi, toujours selon Fars, crié des slogans contre le ministère des Renseignements, et accusé le président d'être "responsable de la corruption dans la société".


Ils se sont aussi frottés aux gardes de l'Université dans de brèves échauffourées, selon l'agence.

Les trois étudiants emprisonnés avaient été innocentés en appel en décembre des accusations d'insultes aux "valeurs religieuses" et envers les "dirigeants de la République". Mais ils n'avaient pas été libérés.

Ils sont détenus depuis mai 2007 pour insulte aux valeurs de l'islam dans des journaux étudiants réformateurs, ce qu'ils ont toujours nié, parlant d'une machination.

Le procureur général de Téhéran, Saïd Mortazavi, devenu célèbre pour avoir fermé de nombreux journaux réformateurs ces dernières années, était intervenu personnellement pour demander un nouveau verdict après le jugement en appel.

La détention des trois jeunes a entraîné de nombreuses manifestations étudiantes.

L'université Amir Kabir de Téhéran est un foyer de contestation étudiante où M. Ahmadinejad a été l'objet de quolibets et de sifflets lors d'un discours à l'automne 2006. 


Trois leaders étudiants iraniens condamnés à Téhéran

Le Monde, 17 avril - À quelques jours du second tour des élections législatives iraniennes, prévu le 25 avril, trois leaders étudiants ont été condamnés à des peines allant de 22 à 30 mois de prison

ferme. La nouvelle a été confirmée, mardi 15 avril, à Téhéran par le ministère de la justice. Détenus depuis mai 2007 pour "insulte aux valeurs de l'islam", en raison des articles qu'ils ont publiés dans des journaux étudiants proches des réformateurs, Ehsan Mansouri, Majid Tavakoli et Ahmad Ghassaban, de l'université Amir Kabir à Téhéran, l'une des plus prestigieuses du pays, ont toujours dénoncé une "machination".

Le tribunal révolutionnaire de Téhéran les avait d'abord condamnés en octobre 2007 à respectivement trois ans, deux ans et demi et deux ans de prison. Deux mois plus tard, en appel, ils étaient innocentés sans toutefois être libérés. Mais le procureur général de Téhéran, Saïd Mortazavi, célèbre pour avoir fait fermer de nombreux journaux réformateurs ces dernières années, était intervenu personnellement pour demander un nouveau verdict.

La détention des trois étudiants avait entraîné de nombreuses manifestations de protestation dans les universités de Téhéran. Ces manifestations ont été l'occasion de nombreuses critiques contre la politique du gouvernement du président Mahmoud Ahmadinejad. Ce dernier avait été vigoureusement hué et sifflé à l'automne 2006 lorsqu'il s'était rendu à l'université Amir Kabir pour prononcer un discours. Le jour même de la condamnation des étudiants, le journaliste et militant des droits de l'homme Emmadeddin Baghi a dû retourner en prison après une permission de sortie de trois mois pour se faire soigner. Selon son avocat, Saleh Nikbakht, "il n'est pas totalement guéri de ses problèmes cardiaques et nerveux".

M. Baghi a encore cinq mois de prison à purger pour "propagande contre le régime". Distingué en 2005 par le prix des droits de l'homme de la République française, il avait dénoncé la répression touchant les universités. Le verdict contre les leaders étudiants s'inscrit dans la vague de mesures répressives qui ont accompagné, de la part du gouvernement, la campagne pour les élections législatives. Le premier tour, qui s'est tenu le 14 mars, a conforté la mainmise du courant conservateur sur le Parlement (Majlis) mais il a laissé entrevoir des difficultés à venir pour la faction fondamentaliste du président Ahmadinejad, qui devra composer avec des courants critiques au sein du camp conservateur. - (AFP, Reuters.) 

- Le régime islamique iranien actuel a créé à travers des discriminations des nouvelles Classes sociales pour perpétuer sa dictature. Le mouvement de délivrance du peuple Iranien essaie de combattre cette politique, qui elle-même met de nombreuses barrières pour empêcher ce combat. Si toutefois ce combat avec l'aide de l'unité du peuple va aboutir, le régime actuel de l'Iran va être archivé dans l'histoire. La destruction du régime islamique est la seule solution pour avoir un pays démocratique en Iran
- Le sort de l'avenir de l'Iran repose entièrement dans les mains du peuple iranien; et non pas dans celles des puissances occidentales qui interviennent habituellement dans les affaires intérieures des pays du tiers monde. Dans le cas d'une intervention étrangère ces Puissances vont être confronté au peuple iranien.
- En conséquence nous condamnons toute sorte d'intervention militaire, nous nous défendons de toute violation territoriale et de toute politique expansionniste occidentale.

Directeur:
Exekutivkomitee
Chefredakteur:
Aghil Jafari

Redaktion
Sahar Abdollahi, Mina Yazdizadegan

La radio voix de la résistance

Un programme de l'association démocratique pour des réfugiés (ADR)

www.nedaye-moghavemat.ch



www.k-d-panahandegan.org
info@k-d-panahandegan.org

L'adresse :
 Postfach 3562
 Zürich 8021

Téléphone: +41-079 402 64 09
 +41-078 842 85 25
 Téléfax : +41-043 535 61 59
 Poste Compte : 87- 441728 – 5

Les représentants des ADR en Suisse et dans l'étranger

Pour prendre contact avec l'association et donner des informations sur la situation des requérants d'asile en Suisse et pour devenir membre de l'association, contactez nous par E-mail ou par téléphone

Canton de Zurich	Mehrzaad Kheilili	0788428525
Canton de Berne	Ahmad Reza Binandeh	0797162209
Canton de Soleure	Ali Nazariyan	0794708119
Canton de Bâle	Arsalan Panahi	0793877347
Canton de Zoug	Herar Zadoorian	0765215951
Canton de Lucerne & Schwytz	Leila Mohammadgholikhani	0786742510
Canton de St. Gall	Sadegh Enshai	0763318965
Canton de Tessin	Naser Tavakoldust	0765456540
Canton de Argovie	Arash Egbali	0788306768
Canton de Schaffhause	Fouad Jahani	0764022343
Canton de Grisons	Mohammad Reza Gholampour	0763047542
Canton de Uri	Moslam Yusafi	0788585072
Canton de Neuchâtel	Rahim Karami Abassabadi	0787613780
Canton de Valais	Hossein Kordinejed	0788494559
Canton de Vaud	Hossein Amir Far	0788392774
Canton de Fribourg	Mohammad Zolali	0786566719
Canton de Genève	Majid Mohseni	0764101426
Canton de Obwald	Abolghasem Faragollah	0763964432
Section en France	Mohammad Daizadeh	0033631279527

L'Iran n'est pas un Etat de droit!